

## Embassy of India in Paris

\*\*\*

### Press, Information and Culture wing

**Traduction de courtoisie :**

**Le budget met l'Inde sur la voie d'une économie de 5 000 milliards de dollars.**

**Par Amit Shah**

#### *Synopsis*

*Dans une telle situation, le pilote a trois choix : attendre que la tempête passe, laisser l'avion s'écraser et se préparer aux pires dégâts, ou faire preuve d'agilité d'esprit pour trouver le chemin à travers la tempête. L'Inde, sous la direction du Premier ministre Narendra Modi, a choisi la troisième option.*

L'une des conséquences les plus visibles de la pandémie de Covid-19 a été pour les économies des pays du monde entier. L'impact immédiat a été semblable à celui d'une tempête tropicale qui a soudainement frappé un avion en vol de croisière de tous les côtés, poussant l'avion à une dangereuse chute libre à des milliers de pieds dans le ciel.

Dans une telle situation, le pilote a trois choix : attendre que la tempête passe, laisser l'avion s'écraser et se préparer aux pires dégâts, ou faire preuve d'agilité d'esprit pour trouver le chemin à travers la tempête. L'Inde, sous la direction du Premier ministre Narendra Modi, a choisi la troisième option.

En mai dernier, au plus fort de la pandémie, le Premier ministre a tracé les grandes lignes de la voie de redressement de l'Inde avec le plan visionnaire Aatmanirbhar Bharat (Inde autosuffisante). Neuf mois plus tard, le budget du ministre des finances Nirmala Sitharaman pour 2021-22 est une illustration éclatante de cette vision.

Le budget est un tutoriel sur l'élaboration de la politique économique et les réformes structurelles. La série de mini-budgets du paquet Aatmanirbhar Bharat envisagée par le Premier ministre a jeté les bases du budget de cette année qui a nécessité le déploiement de tout l'arsenal fiscal pour gagner une guerre extrêmement difficile.

L'accent mis sur les réformes économiques est la marque de fabrique du gouvernement Modi. Le nombre de réformes introduites au cours des six dernières années dépassera largement celui des réformes entreprises par les gouvernements précédents. La progression rapide et continue de l'Inde dans le classement mondial de la "facilité à faire des affaires" en témoigne. La tendance se poursuit également dans ce budget.

Le budget se distingue à de multiples égards. L'objectif de faire de l'Inde une destination privilégiée pour l'industrie manufacturière grâce au programme "Make in India", d'attirer davantage d'investissements dans les secteurs liés à la production et à "Vocal for Local" nécessite un soutien solide et une réduction des coûts de logistique et de transaction.

À cet effet, le budget a prévu des fonds considérables pour les infrastructures telles que les routes, les chemins de fer, les métros, le Plan national des chemins de fer pour l'Inde - 2030, les métros dans les villes de niveau 1 et 2 et la gestion opérationnelle des principaux ports sur la base d'un partenariat public-privé.

Les infrastructures ont fait l'objet d'une attention particulière. Une nouvelle institution de financement du développement, appelée Banque nationale pour le financement des infrastructures et du développement, accélérera le financement des projets. L'investissement dans de tels projets a un effet multiplicateur positif important.

#### *Les investissements en 2021-22 à 2,5 % du PIB*

Les dépenses d'investissement proposées de ₹5.5 lakh crore (€62 milliards) pour 2021-22 s'élèvent à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) - et à 3,4 % si l'on inclut l'allocation pour les dépenses d'investissement des États et des organismes autonomes.

Le poids des projets d'infrastructure du gouvernement contribuera à la création d'emplois, en plus de favoriser la croissance des industries intermédiaires comme l'acier et le ciment. Le budget aborde également la question du financement des infrastructures par la monétisation des actifs et la participation étrangère par le biais de fonds d'investissement dans les infrastructures et de fonds d'investissement immobilier. Le pipeline national de monétisation établira la stratégie nécessaire avec le pipeline national d'infrastructures.

#### *Assainissement des actifs non performant*

Le budget fait également une déclaration réformiste audacieuse et montre une volonté courageuse de stimuler la croissance. Une nouvelle société de reconstitution des actifs et une société de gestion d'actifs seront créées pour assainir les actifs non performants du secteur bancaire. Cela permettra d'améliorer le flux de crédit dans le secteur des entreprises, car le retrait des actifs en difficulté réduira la pression sur les capitaux des banques.

Ces dernières années, l'Inde a été l'une des destinations les plus attrayantes pour les investisseurs mondiaux.

Cette tendance s'est poursuivie même pendant la pandémie, puisque l'Inde a reçu 28,1 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) au cours du deuxième trimestre 2020-21, soit le montant le plus élevé de toutes les grandes économies mondiales.

Le budget a proposé une augmentation de la limite des IDE dans les compagnies d'assurance, qui passerait de 49 % actuellement à 74 %, reconnaissant ainsi l'importance des fonds propres de base dans le secteur financier et donnant une impulsion supplémentaire à l'afflux d'IDE.

Diverses lois régissant différents segments du marché financier seront regroupées dans un code unique des marchés des valeurs mobilières, ce qui permettra de moderniser et de renforcer l'infrastructure financière. Le budget a proposé de créer une structure institutionnelle pour répondre aux problèmes de liquidité sur le marché secondaire des obligations d'entreprises qui sont apparus à la suite de l'affaire Covid-19. La dépénalisation de la loi LLP de 2008, la redéfinition des petites entreprises et l'assouplissement des restrictions imposées aux sociétés unipersonnelles, ainsi que le lancement de la version 3.0 du MCA21, avec des modules et des mécanismes supplémentaires pour une résolution plus rapide des litiges, sont quelques-unes des décisions importantes visant à supprimer les restrictions à l'exercice des activités.

## *Le désinvestissement en point de mire*

Le gouvernement Modi croit fermement que le travail du gouvernement n'est pas de faire des affaires, mais de servir de catalyseur pour les entreprises. C'est dans cet esprit que le présent budget fixe des orientations précises en matière de désinvestissement. Les entreprises du secteur public central (EPC) ont été classées en secteurs stratégiques et non stratégiques. Le gouvernement agira avec prudence en ce qui concerne le désinvestissement dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie atomique, l'espace, la défense, les télécommunications, l'énergie, le pétrole et les banques, mais les EPCS des secteurs non stratégiques seront soit privatisées soit fermées. Le nouveau cadre politique aidera certainement le gouvernement à atteindre ses objectifs de désinvestissement.

À bien des égards, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont le moteur du secteur manufacturier indien. Les MPME représentent plus de 30 % du PIB de l'Inde, 45 % du secteur manufacturier et 25 % de l'emploi. Le budget a accordé ₹15 700 crore (€1.8 milliards) aux MPME et a proposé des changements comme l'augmentation des droits de douane sur les vis en acier, les matériaux de construction en plastique et les aliments pour crevettes pour leur bénéfice.

La promotion des start-ups est l'un des principaux points forts du gouvernement Modi et plusieurs mesures ont été prises dans ce sens, notamment l'élargissement de la définition de la start-up, la simplification des réglementations, les exonérations d'impôt sur le revenu et la mise à disposition d'un fonds de ₹10,000 crore (€1.1 milliards) par le biais de la Banque de développement des petites industries de l'Inde.

En outre, le Startup India Seed Fund Scheme a été mis en place avec un corpus de ₹945 crore (€100 millions), visant à fournir une aide financière pour la preuve de concept, le développement de prototypes, les essais de produits, l'entrée sur le marché et la commercialisation. Ce budget a donné un nouvel élan aux startups en prolongeant jusqu'au 31 mars 2022 l'éligibilité au bénéfice de l'exonération fiscale et de l'exonération des plus-values.

## *Priorité immédiate en matière de santé*

Le budget identifie également une priorité immédiate : la santé. Il adopte une approche holistique qui met l'accent sur le renforcement de trois domaines : la prévention, les soins et le bien-être. Les dépenses budgétaires pour la santé et le bien-être de ₹2.24 lakh crore (€25 milliards), sont supérieures de 137 % aux prévisions budgétaires pour 2020-21. ₹35.000 crore (€4 milliards) de plus ont été mis de côté pour le programme de vaccination Covid-19 cette année. Un nouveau programme financé par le gouvernement central, le PM Atmanirbhar Swasth Bharat Yojana, avec une dépense d'environ ₹64 180 crore (€8 milliards), développera les capacités des systèmes de santé de soins primaires, secondaires et tertiaires, renforcera les institutions nationales existantes et créera de nouvelles institutions.

L'agriculture est au cœur de l'être socio-économique de l'Inde. Au cours des six dernières années, le gouvernement Modi a prôné par l'exemple en matière d'augmentation des revenus agricoles et reste attaché à l'objectif avoué de doubler les revenus agricoles. En outre, le budget donne à tous et il continuera à faciliter la résolution du Premier ministre Modi de fournir des logements, des toilettes, du GPL, de l'électricité, de l'eau propre et la sécurité alimentaire à chaque citoyen indien.

L'une des clés de voûte de ce budget est la transparence des chiffres macro budgétaires. Il n'y a pas d'augmentation des taux d'imposition sur le revenu. Plus important encore, le budget a rationalisé les chiffres du déficit fiscal et les emprunts hors bilan. L'introduction de cette réforme complexe de la politique fiscale, attendue depuis longtemps, est une initiative extrêmement courageuse et audacieuse de la ministre des finances Nirmala Sitharaman. Ce budget marque un point d'inflexion dans l'architecture de la politique fiscale indienne qui restera gravé dans les mémoires pendant des années. Malgré les difficultés actuelles, le budget crée l'environnement politique adéquat pour notre objectif de 5 000 milliards de dollars de PIB sur la base solide d'Aatmanirbhar Bharat.

(L'auteur est le ministre de l'Intérieur de l'Union indienne)